



**AgEcon** SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Les comptes de surplus de la branche agricole, depuis 1960

M. Nassef, J.M. Boussard, I. Foulhouze

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Nassef M., Boussard J.M., Foulhouze I. Les comptes de surplus de la branche agricole, depuis 1960. In: Économie rurale. N°145, 1981. p. 32;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1981.2798>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1981\\_num\\_145\\_1\\_2798](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1981_num_145_1_2798)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## NOTES

### LES COMPTES DE SURPLUS DE LA BRANCHE AGRICOLE, DEPUIS 1960

M. NASSEF, J.M. BOUSSARD, I. FOULHOUZE

INRA - Economie, Paris.

Les comptes de surplus reposent sur la décomposition en volume et prix des variations de valeurs observées dans un système productif donné entre deux dates données. A condition d'admettre certaines hypothèses sur la fonction de production (dérivabilité, etc.) et sur le comportement de maximisation des agents économiques, ils fournissent une mesure de la vitesse du progrès technique dans le système considéré.

En l'occurrence, la méthode a été appliquée à la branche «agriculture» de la comptabilité nationale. Pour «fermer» les comptes, il a été nécessaire de recourir à des conventions plus ou moins justifiées. En particulier, on a calculé des prix de référence pour le travail familial et le capital employés en agriculture, en supposant que les rapports de prix entre ces deux facteurs étaient les mêmes que ceux du marché, mais que leurs niveaux absolus étaient inférieurs, de manière à ce que le profit soit exactement nul. De plus, l'évaluation, même grossière du capital employé en agriculture, s'est heurtée à des difficultés bien connues des spécialistes de la comptabilité nationale. Pour toutes ces raisons, les comptes présentés ici sont discutables. Cependant, l'application de la même méthode sur une longue série d'années permet d'obtenir du phénomène une vue dynamique d'ensemble qui, on l'espère, n'est pas trop déformée.

De fait, les résultats obtenus montrent que si la valeur du surplus est très instable d'une année sur l'autre, de grandes tendances se dégagent en longue période : de 1959 à 1973, les agriculteurs français ont obtenu un surplus de productivité très variable d'une année sur l'autre, mais en moyenne, positif. La situation s'est fortement dégradée de 1974 à 1977, avec quatre années successives de surplus fortement négatifs. Il semble que depuis 1977, une tendance à la reprise se manifeste.

On peut interpréter cette situation par les difficultés de gestion qu'ont éprouvées les agriculteurs pour faire face à la situation nouvelle pour eux, créée par la crise énergétique. En même temps, il est frappant de constater la poursuite de la substitution du capital à la main-d'œuvre. Cela peut s'expliquer par le fait que les rapports de prix entre ces facteurs n'ont pas été affectés par la crise. En revanche, il existe une substitution du capital à court terme (consommation intermédiaire) au capital à long terme (machines), due au fait que les prix correspondants ont changé brutalement. D'une façon générale, les changements de prix se font au détriment des agriculteurs exploitants, et au bénéfice des consommateurs et des salariés. Cependant, les agriculteurs bénéficient aussi, sous forme de baisses de prix, de gains de productivité importants en provenance de leurs fournisseurs.

### L'EFFICACITE DES AIDES A L'INVESTISSEMENT DANS LES IAA

Sylvie SERRA

Association Nationale des Industries Agro-Alimentaires\*

C'est vers les années 1975 que les objectifs de politique alimentaire ont été, pour la première fois en France, définis indépendamment des problèmes de politique agricole. Ainsi s'explique le caractère très hétérogène du système d'aides à l'investissement dans les IAA, où coexistent des aides dont la finalité était au départ plus agricole qu'industrielle, et des aides non spécifiques qui ont été

décidées après le premier choc pétrolier et ont inclus les industries alimentaires dans le champ de leurs bénéficiaires. L'inventaire et l'analyse de ces aides est un préalable à toute tentative de mesure de l'efficacité des aides publiques à l'investissement dans l'industrie agro-alimentaire.

### LES AIDES A L'INVESTISSEMENT DANS L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

#### Les aides spécifiques

Des aides spécifiques sont accordées sous forme de subventions, de prêts participatifs ou de crédits à conditions particulières. La principale aide spécifique à l'investissement est une aide en subvention accordée au plan national, par le Ministère chargé des IAA. La destination et les critères de cette aide ont considérablement évolué depuis 1964.

- Essentiellement destiné aux coopératives agricoles bénéficiaires à la fois de la prime d'orientation agricole liée

à des critères économiques, et de la subvention spécifique à la coopération liée avant tout au respect du statut, le système d'aides a tendu à se rééquilibrer après 1975.

Les critères retenus pour l'attribution de la prime d'orientation agricole ont tendu progressivement à influencer l'attribution des aides spécifiques à la coopération. La technique des conventions de développement, instaurée après la création du Secrétariat d'État aux IAA, a accentué encore le phénomène en introduisant une logique industrielle qui n'existait pas dans le système initial.

\* Sylvie SERRA est Directeur délégué à l'ANIA.